

Galois, Riel
rapport on
Colombia

Cans

Le congrès du P.S.T (Tendance Démocratique Proletarienne) s'est tenu à Bogota les 15 et 16 Avril 1978. Etaient présents au congrès 185 délégués, délégués observateurs et invités. Au cours des débats préparatoires au congrès, les "membres-militants" avaient élus la semaine précédant le congrès 52 délégués, à raison d'un (1) pour cinq (5) "membres-militants", selon la répartition géographique suivante, établie sur la base des documents de la commission des mandats que nous ont fourni les camarades:

Baranquilla:	7 délégués.
Bogota:	8 délégués.
Cali:	11 délégués.
Palmira:	4 délégués. (Cali et Palmira constituent une seule "région" nais)
Ibague:	8 délégués.
Medellin:	4 délégués.
Neiva:	2 délégués.
Pasto:	6 délégués.
Pereira:	2 délégués.

Toutefois, la ville de Palmira n'étant pas à jour financièrement, les quatre (4) délégués élus ont été invalidés. Et des 6 délégués élus par la ville de Paste,⁴ seulement ont participé au congrès, les deux (2) autres n'ayant pu arriver à temps à Bogota. Au total, donc, 46 délégués avec droit de parole et droit de vote ont participé au congrès.

Outre ces 46 délégués, étaient présents 122 "délégués-observateurs", sans droit de parole ni de vote, dont une bonne part provenait de Bogota (environ 50).

A ces chiffres, il convient d'ajouter 17 invités, parmi lesquels les représentants de la L.C.R., du P.S.T (Tendance Bolchévique), de l'U.C. Ruptura et du Secrétariat Unifié.

Ces chiffres appellent quelques remarques.

1) Fin Janvier/ un peu plus de 300 "membres-militants" et "membres-aspirants" du P.S.T. signaient un mémorandum adressé au Secrétariat Unifié, demandant un congrès extraordinaire de leur organisation, et se revendiquant de la T.D.P. (Tendance Démocratique Proletarienne) du P.S.T. Le fait que les délégués aient été élus par environ "membres-militants" (les aspirants ne votant pas et n'étant pas représentés) tend quer une progression significative des membres du P.S.T (T.D.P.). En effet, bien

que nous ne disposons pas-au niveau national- du nombre exact de "membres-aspirants", le nombre exact de ceux-ci dans trois villes importantes donne une indication *signi-*ficative de leur proportion en regard du nombre de "membres-militants":

Bogota: 38 "membres-militants" et 16 "membres aspirants"
Cali-Palmira: 79 "membres-militants" et 44 "membres-aspirants"
Medellin: 21 "membres-militants" et 16 "membres-aspirants"

2) Si la présence d'environ 50 "délégués-observateurs" de Bogota reflète une consolidation du P.S.T.(T.D.P.) dans cette ville, le fait que seul ^{environ} 1/6 des délégués élus(8) provenaient de Bogota souligne toutefois la faiblesse du P.S.T (T.D.P.) dans la capitale en relation à sa réalité en province. A la différence des autres centres du pays, Bogota était la seule ville où une minorité de membres signaient en Janvier le mémorandum au Secrétariat Unifié, une majorité importante appuyant la "Tendance Bolchévique". Cette situation continue à se refléter dans la réalité actuelle.

3) Bien qu'aucune statistique n'ait été établie à ce sujet, un pourcentage important de délégués étaient des militants ouvriers, des dirigeants syndicaux ou des cadres du mouvement de masse. Cela est apparu clairement dans les interventions souvent basées sur la pratique et les expériences concrètes des camarades.

Les points à l'ordre du jour et discutés par le Congrès furent les suivants:

- Situation politique nationale. (voir le rapport de Ricardo Sanchez dont une copie est jointe)
- La politique face aux élections pour la "petite-constituante" (voir résolution jointe)
- La campagne électorale présidentielle, axes politiques et plan de campagne, et, en annexe, les initiatives à prendre pour la préparation unitaire du 1er Mai.
- Salut du Secrétariat Unifié (voir copie jointe)
- La situation interne du P.S.T. et la situation organisationnelle de la T.D.P. (voir résolution ci-jointe)
- La Presse.
- L'unification des trotskystes colombiens (voir résolution jointe)
- Rapport financier (voir document joint)

Finalement le congrès s'est terminé par l'élection d'une direction nationale du P.S.T. (T.D.P.)

Le texte du rapport politique, dont la discussion avait été préparée par

plusieurs contributions écrites, comme les résolutions ci-jointes sont suffisamment explicites. Nous nous limiterons donc aux remarques suivantes.

-L'ensemble des questions soulevées à la discussion et des résolutions auxquelles elles ont donné lieu, confirment et accentuent les convergences politiques antérieures entre la L.C.R et le P.S.T (T.D.P.)

a) Sur l'analyse de la conjoncture et en particulier sur le bilan des élections de Février.

A cet égard, il convient de noter que ce bilan a permis de clarifier et de préciser la tactique par rapport aux candidats de la U.N.O. et du F.U.P., tactique qui avait été compliquée dans un premier temps par des accords locaux passés, dans 4 villes, par un secteur minoritaire de la U.R.S. (Union Révolutionnaire Socialiste) avec des candidats de ces coalitions. (Ce secteur a maintenant rompu avec la U.R.S. et avec U.N.I.O.S. La discussion sur ce point lors du congrès du P.S.T.(T.D.P.) a en particulier permis de préciser et de clarifier le caractère de l'appel à faire aux candidats du F.U.P. et de la U.N.O. pour une candidature unique de la classe ouvrière, défendant explicitement la nécessité de l'indépendance politique de la classe et indépendante de tout accord avec des secteurs ou des personnalités bourgeoises, tant le rapport politique que l'article sur cette question paru dans "Poder Obrero-Revolution Socialista" du 24 avril (article de Ciro Roldan "Candidato XHIMS de Izquierda o Candidato de la clase" p.9), éliminent les faiblesses notées dans un précédent appel pour une "candidature unique de la gauche". Faiblesses déjà en grande partie rectifiées avant le congrès (voir par exemple le bilan des élections de Février in "Revolution Socialista" n.87 et publié dans I.P. dont la ligne générale a été approuvée par le congrès en même temps que le rapport de Ricardo Sanchez).

b) Sur la poursuite de la campagne électorale présidentielle, ses axes politiques, et les tâches immédiates de U/N/I.O.S. (campagne pour la liberté d'expression et droit à la T.V.)

c) Sur le cadre politique de la préparation du 1er Mai et les initiatives à prendre vis à vis des autres forces politiques et syndicales.

d) Sur le principe et les bases politiques de la participation aux élections pour la "petite-constituante".

Cette accentuation des convergences politiques avait d'ailleurs été soulignée dans le cadre de la préparation du congrès et lors d'un Comité Central de la L.C.R. qui s'est tenu à Bogotales 8 et 9 Avril, à partir de la discussion d'un texte intitulé "Nuestras convergencias políticas fundamentales" proposé à la discussion, conjointement par le Comité Exécutif National de la L.C.R. et la Direction provisoire du P.S.T (T.D.P.). Ce texte a d'ailleurs été adopté par le congrès du P.S.T.(T.D.P.); voir copie ci-joint)

Cette réalité politique s'est traduite au plan organisationnel par l'adoption de résolutions préparées conjointement avec la direction de la L.C.R. sur

a) une presse commune: Dès maintenant les organes des deux organisations sont unifiés et le premier numéro de l'organe commun "Revolucion Socialista-Poder Obrero" devait être publié par un comité de rédaction commun quelques jours après la réalisation du congrès (voir exemplaire joint publié le 24 Avril)

b) une campagne financière commune de 400.000 pesos pour financer la campagne présidentielle.

c) le mandat donné à la direction du P.S.T (T.D.P) par le congrès pour préparer, conjointement avec la direction de la L.C.R., un plan de travail organisant le processus d'unification P.S.T (T.D.P.) et L.C.R., en accord avec les résolutions adoptées par le S.U. sur l'unité des trotskystes colombiens. Ce plan devant conduire à l'organisation d'un congrès d'unification L.C.R./P.S.T (T.D.P.) quelques semaines après la fin de la campagne électorale.

De façon contradictoire, le congrès a reflété des divergences allant croissant avec l'autre secteur du P.S.T, le P.S.T (T.B.).

Ces divergences croissantes portent en particulier sur:

a) Le bilan de la première étape des élections et les orientations pour la campagne présidentielle:

Les positions du P.S.T. (T.B.) sur ces questions sont exprimées dans "El Socialista" son organe de presse central et dans les bulletins intérieurs numéros 50, 51 et 52, ainsi que dans le bulletin "extraordinaire" en date du 14 Avril. (copies jointes) Il est important de souligner sur cette question que la rupture du P.S.T(T.B.) d'avec U.N.I.O.S., ainsi que les bases de cette rupture, ont été confirmées par le congrès de ce dernier réuni à Bogota les 1er et 2 Avril. (Nous reviendrons dans un autre point du rapport sur cette question).

Cette rupture a conduit la direction du P.S.T.(T.B.) à signer récemment un appel au contenu politique confus "pour un candidat unique contre le système" (voir copie ci-jointe de cet appel avec la liste des premiers signataires). Parmi les premiers signataires on peut relever le nom d'un certain nombre de politiciens bourgeois liés au libéralisme, tels Gerardo Molina ou Luis Carlos Perez et quelques autres. La signature de l'écrivain Gabriel Garcia Marquez, figure prestigieuse, est utilisée pour propagandiser l'appel.

Cet appel se dit "unitaire", mais ce n'est en aucun cas un appel à l'unité et à l'indépendance politique de la classe ouvrière. Il ne définit pas le caractère de classe de la candidature unitaire recherchée. Cet appel se pose, en fait, comme contradictoire aux trois candidatures de gauche, celle impulsée par le P.C., celle impulsée par le XI M.O.I.R. et la nôtre.

S'il convient de noter que, tout en signant un tel appel, le P.S.T (T.B.) a publié dans sa presse (El socialista n.111 ci-joint) une déclaration spécifique réaffirmant la nécessité d'une candidature unitaire de la classe ouvrière, la participation à une telle initiative l'amène non seulement à participer à un projet électoral avec des éléments étrangers au mouvement ouvrier, mais à demander conjointement avec ces secteurs, le retrait de la candidature trotskyste, la seule dont le programme pose la nécessité de l'indépendance politique de la classe.

Les tactiques électorales du P.S.T (T.B.) d'une part et de la L.C.R. et du P.S.T (T.D.P.) d'autre part, sont donc divergentes et même, dans le contexte actuel, opposées.

b) sur la "peñte constituyente", si la base politique de la critique des projets de constituante proposés par le président sortant Lopez Michelsen est identique, la tactique est maintenant distincte. Le P.S.T. (T.B.) propose la non-participation aux élections pour cette constituante, tandis que le P.S.T (T.D.P.) et la L.C.R. vont présenter des candidats pour défendre ces positions.

Il s'agit là de divergences nouvelles, apparues alors que les camarades du P.S.T.(T.D.P.) étaient contraints à une pratique autonome qui, en dernière instance, est le produit des mesures disciplinaires dont ils ont été victimes. Ces divergences n'existaient pas au moment de leur expulsion du P.S.T.

Il s'agit là d'importantes divergences tactiques, qui ne peuvent que ralentir le rythme de la collaboration entre les deux secteurs du P.S.T., collaboration qui est un élément nécessaire de tout processus de discussion devant mener à la réunification du P.S.T., comme le pose la résolution du Secrétariat Unifié des 1er et 2 Avril.

Les modalités d'un tel processus doivent prendre en compte la réalité actuelle: le P.S.T. est, de fait, divisé en deux fractions publiques. La réunification de ces deux fractions publiques passe par l'organisation d'un débat démocratique sur les points de divergence, débat devant se conclure par un congrès démocratique, dont les règles et l'organisation doivent être décidées d'un commun accord.

C'est dans cet esprit et dans cette perspective que, approuvant les termes de la résolution du Secrétariat Unifié des 1er et 2 Avril, le congrès du P.S.T.(T.D.P.) a ratifié la création d'une commission dite "tripartite" entre le P.S.T (T.B.), le P.S.T.(T.D.P.) et la L.C.R. visant à créer les conditions d'un tel débat, tout en avançant dans la voie de l'unification avec la L.C.R., dont les bases politiques sont déjà clairement établies. Une ~~réunion~~ réunion de cette commission "tripartite" avait d'ailleurs eu lieu à la veille de l'ouverture du congrès du P.S.T.(T.D.P.), réunion à laquelle nous étions présents, et d'autres réunions étaient prévues, avec l'accord des trois organisations.

En conclusion, le congrès nous semble avoir rempli pleinement trois fonctions importantes:

a) Réaffirmer et préciser les bases politiques et les orientations du P.S.T.(T.D.P.), après que ces camarades aient été contraints d'agir séparément du reste du P.S.T.

b) Faire le bilan et tirer les leçons de la crise du P.S.T.; analyser les pratiques qui sont à l'origine de cette crise et en tirer les leçons dès maintenant dans leur propre pratique.

c) A partir d'un accord avec les positions du Secrétariat Unifié sur l'unité des trotskystes colombiens et la réunification du P.S.T., en déterminer les modalités d'application, tant dans les rapports avec la L.C.R. qu'avec le P.S.T (T.B.) A cet égard un indice supplémentaire des possibilités ouvertes quant à l'unité des trotskystes colombiens a été fourni par l'intervention durant le congrès du délégué de l'Organisation Communiste Ruptura (Tendance Socialista) qui a manifesté l'accord croissant de son secteur avec le programme de la IVème Internationale, et sur cette base ^{de volonté} d'ouvrir la discussion sur son intégration au processus d'unification P.S.T (T.D.P) /L.C.R.

De même un secteur de la "fraction L.C.R.-Congrès de Bogota", petit groupe qui avait refusé de participer au congrès de fondation de la L.C.R. à Baranquilla en Septembre 1977, a manifesté une volonté identique lors du congrès du P.S.T (T.D.P.)

En ce sens, ce congrès représente - malgré les conditions dramatiques et négatives dans lesquelles, et contre lesquelles, est né le P.S.T (T.D.P) - un pas en avant important dans la clarification politique au sein des trotskystes colombiens et dans la lutte pour leur unité.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Sur nos discussions avec la direction du P.S.T.(T.B.):

Après le congrès du P.S.T.(T.D.P.), nous avons eu deux longues réunions avec le Secrétariat du P.S.T.(T.B.), les mercredi 18 Avril et Jeudi 19 Avril. Etaient présents le premier jour, Kemel George, Eduardo Barragan, Julio Rojas et la camarade Marcella Rodriguez, membres élus du Secrétariat et du Comité Exécutif du P.S.T (c) (T.B.), nous a-t-il été précisé. Au cours de la réunion, s'est intégré à la discussion le camarade Nahuel Moreno, à titre individuel et à la demande du Secrétariat du P.S.T.(c). Le deuxième jour seuls étaient présents, Eduardo Barragan, Julio Rojas et Marcella Rodriguez.

Les discussions ont été organisées autour de deux grands thèmes:

- la politique électorale du P.S.T.(T.B) lors de la première réunion.
- la situation organisationnelle du P.S.T et la réunification de ses deux fractions publiques lors de la seconde réunion.

Le premier point a été introduit par un long rapport du camarade Julio Rojas, représentant pour l'essentiel le bilan électoral publié dans le Bulletin Intérieur du P.S.T (T.B.) n°50 (copie jointe).

La discussion a toutefois permis de préciser plusieurs points;

a) les camarades du P.S.T.(T.B.) reconnaissent et assument pleinement l'initiative de la rupture d'U.N.I.O.S. Ils expliquent que, bien que le programme d'U.N.I.O.S. n'ait pas changé, en particulier sur la question de l'indépendance politique de la classe, le fait qu'un secteur minoritaire de l'organisation centriste U.R.S. (ayant depuis lors rompu avec cette organisation) ait passé localement, en trois ou quatre endroits, des accords avec la coalition impulsée par le P.C., et au sein de laquelle participent des politiciens bourgeois, avait créé une situation nouvelle. Selon eux, le fait que la direction nationale de la U.R.S. n'ait pas dénoncé publiquement ces accords a signifié un changement dans le caractère d'U.N.I.O.S., et par conséquent la nécessité pour eux de s'en retirer.

Il nous semble nécessaire de faire plusieurs remarques à ce sujet, en particulier sur l'enchaînement des faits qui ont conduit à la rupture du P.S.T.(T.B) d'avec U.N.I.O.S., selon "El Socialista" et les documents publiés dans le Bulletin Intérieur intitulé "Unidad y crisis en el partido" publié par le P.S.T. (T.D.P.) (copie jointe) -

1) Le 31 Janvier, la direction d'Unies s'est mise d'accord sur la manière de traiter ces ruptures de discipline locales, impulsées par une minorité de la U.R.S.. Une déclaration a été signée par les représentants des 4 organisations ^(parmi lesquelles Kemel George, Camillo Gonzalez et Socorro Ramirez au nom du PST) regroupées au sein d'U.N.I.O.S., spécifiant clairement que les accords passés localement par ce secteur de la U.R.S. constituaient une violation de la base sur

laquelle U.N.I.O.S. avait été constituée, et qu'ils étaient rejetés (ces accords locaux) explicitement par la direction nationale de la U.R.S.. Cette déclaration a eu un caractère public, sans, cependant, avoir été largement diffusée. Toutefois, cette rupture de fait impulsée par une minorité de la U.R.S. n'a pas fait l'objet, au delà de cette déclaration, de dénonciations publiques majeures de la part de la direction d'U.N.I.O.S. Les porte-paroles d'U.N.I.O.S. ont préféré, en la circonstance, réaffirmer positivement la validité de la plate-forme politique d'U.N.I.O.S., et leur appui à tous les candidats s'en réclamant.

2) Le 3 Février, le P.S.T. (T.B.) publie une lettre ouverte ("El Socialista" n°104) se dissociant de la T.D.P. et de la candidature présidentielle Socorro Ramirez et demandant que la direction nationale de la U.R.S. dénonce publiquement les accords locaux passés par son secteur minoritaire.

3) Le 11 Février, le P.S.T.(T.B.), sans consulter les autres groupes au sein d'U.N.I.O.S., et en particulier les Trotskyistes de la L.C.F. et du P.S.T (T.D.P.), tente d'obtenir un accord bilatéral avec la direction de la U.R.S., dont l'une des modalités proposées par le P.S.T.(T.B.) lui-même MEXER était le retrait de Socorro Ramirez comme tête de liste pour les élections municipales de Bogota, et son remplacement par l'un des dirigeants de la U.R.S.. La candidature présidentielle de Socorro Ramirez n'étant pas remise en question. Les bases de cet accord proposé à la U.R.S. par le P.S.T.(T.B.) devaient inclure une prise de position de la direction nationale de la U.R.S. condamnant les ruptures locales impulsées par son secteur minoritaire, prise de position reprenant les termes de la déclaration commune du 31 Janvier, mais n'impliquant pas que la direction de la U.R.S. devait faire de cette question un point majeur d'une prise de position publique.

(le texte de cette proposition d'accord faite par le P.S.T (T.B.) est publié en page 9 du Bulletin Intérieur "Unidad y crisis en el partido" déjà mentionné et joint à ce rapport)

4) Cette tentative d'accord, à l'initiative du P.S.T.(T.B.) a fait long feu après que la direction de la U.R.S. ait décidé de respecter ses engagements initiaux au sein d'U.N.I.O.S.. C'est alors que le P.S.T. (T.B.) s'est retiré d'U.N.I.O.S. et a présenté ses propres candidats. Cette décision a été annoncée dans le numéro 105 de "El Socialista" (13 Février).

5) Le numéro 106 (20 Février) de "El Socialista" a publié à la veille des élections une nouvelle dissociation d'avec le P.S.T.(T.D.P.). Dans ce numéro de "El Socialista", l'appel à voter pour les listes du P.S.T (T.B.) est présenté comme "le seul vote garantissant l'indépendance politique des travailleurs", bien que, en de nombreux endroits, U.N.I.O.S. présentait des listes où le P.S.T (T.B.) n'était pas présent.

6) Le numéro de "El Socialista" daté du 14 Mars, c'est à dire après les élections locales, explicite la nouvelle politique électorale du P.S.T.(T.B.) pour les élections présidentielles de Juin. Le P.S.T.(T.B.) propose dans ce numéro de "El Socialista" une campagne pour un candidat unique des travailleurs et appelle au retrait de Socorro Ramirez, de Pierma et Piedrahita (ces deux derniers sont les candidats du F.U.P. et de la U.N.O.).

Sur la base de cette série de prises de position, il nous semble difficile d'accepter la thèse de la direction du P.S.T.(T.B.), selon laquelle la rupture avec U.N.I.O.S. a été motivée seulement par les accords locaux passés par un secteur de la U.R.S. avec la U.N.O..

On peut en effet noter, à travers la succession de faits relatés ci-dessus, que le P.S.T.(T.B.) a tenté d'utiliser différents moyens pour se dissocier d'U.N.I.O.S. et de la candidature de Socorro Ramirez.

A notre avis, une dissociation publique et officielle de la part d'U.N.I.O.S., concernant l'attitude de la minorité de la U.R.S. aurait été correcte et suffisante.

Mais en aucun cas l'attitude de cette minorité de la U.R.S., explicitement condamnée par toutes les composantes d'U.N.I.O.S., et alors que les bases programmatiques d'U.N.I.O.S. restaient inchangées, ne peut sérieusement justifier la rupture du P.S.T.(T.B.) d'avec U.N.I.O.S..

Le fait que c'est précisément l'adhésion de la U.R.S. à U.N.I.O.S. qui a précipité cette crise avec le secteur minoritaire, crise dont les conséquences pouvaient être une clarification politique, le fait que les rapports de force garantissaient aux trotskystes la direction politique et pratique d'U.N.I.O.S., le fait que le P.S.T.(T.B.) avait toute latitude pour faire connaître dans le cadre d'U.N.I.O.S. ses propres positions, n'étaient pas des éléments suffisants pour la direction du P.S.T.(T.B.). La rupture était, selon ces camarades, nécessaire, même si cela devait signifier affaiblissement et discrédit pour la campagne des trotskystes.

b) A posteriori, au lendemain des élections, cette rupture du P.S.T.(T.B.) d'avec U.N.I.O.S. a eu aux yeux de la direction de cette organisation une autre justification: La création d'U.N.I.O.S. fut une grave erreur politique. Car selon les camarades, avant de "vaciller devant le Front-populisme" (voir problème de la minorité de la U.R.S.), U.N.I.O.S. fut "l'expression d'une déviation avant-gardiste". La conception originale de la campagne était celle des "candidats ouvriers et socialistes", défendant un programme de lutte de classe. L'entrée des autres forces a transformé la campagne en un front d'organisations (U.N.I.O.S.), créant ainsi une situation nouvelle justifiant la rupture. Ce fut donc une erreur, toujours selon la direction du P.S.T.(T.B.) que de sanctionner par un front d'organisations

l'adhésion de "Ruptura" puis de la U.R.S. à la campagne trotskyste. L'alternative aurait dû être, toujours selon les camarades du P.S.T.(T.B.), d'accepter l'appui de ces organisations sans constituer un tel front, même de facto. Cette conception nous semble erronée. Si le programme original de la campagne constituait une réponse adéquate de la part de trotskystes aux problèmes posés par la situation objective en E Colombie—et les camarades n'ont jamais remis cela en question à notre connaissance—, comment peut-on refuser l'intégration à la campagne d'autres groupes en accord avec ce programme? Il nous semble que le P.S.T (T.B.), en faisant un tel bilan critique d' U.N.I.O.S. s'appuie implicitement sur la conception suivante: il était correct de faire campagne sur un programme permettant le soutien d'autres forces, mais ce soutien ne pouvait en aucun cas remettre en question le contrôle organisationnel de la campagne par le P.S.T. dans un premier temps, puis par le P.S.T.(T.B.) après l'expulsion de la T.D.P.. Il s'agit là d'une conception extrêmement manipulateur des rapports au sein du mouvement de masse, ou avec des organisations ayant manifesté leur accord avec le programme que nous avons proposé.

c) Sur la tactique actuelle du P.S.T.(T.B.).

La question est nouvelle et mérite d'être précisée.

Pour la direction du P.S.T.(T.B.) l'appel "pour un candidat unique contre le système" dont nous avons parlé précédemment, est un "mouvement de masse" auquel il convient de s'intégrer. Le camarade Mahuel Moreno a même, durant la discussion, établi une similitude entre cet appel et le mouvement anti-guerre aux U.S.A., considérant que, de la même façon qu'il était correct de la part du S.W.P. d'accepter de travailler dans le mouvement ^(avec des bourgeois libéraux) anti-guerre, il est correct pour la direction du P.S.T.(T.B.) de signer conjointement avec des politiciens bourgeois liés au libéralisme un tel appel.

Les camarades du P.S.T.(T.B.) insistent beaucoup sur le fait que cet appel a été signé par les directions de plusieurs syndicats significatifs, et que, par conséquent, le seul moyen de contacter et éventuellement de gagner les travailleurs affiliés à ces syndicats est de signer cet appel avec eux. C'est pourquoi ils ont mobilisé toutes leurs forces pour obtenir le maximum de signatures de ce caractère. Ils font, nous ont-ils dit —et bien que cela soit contraire aux règles établies par le comité— signer dans la mesure du possible, à la fois l'appel central et leur propre déclaration (voir "El Socialista n° 111 ci-joint).

Toutefois, et de façon plutôt contradictoire avec la première affirmation, ils ne croient guère à la concrétisation d'une candidature unique et pensent que la rupture du comité à l'initiative de la campagne de signatures est inévitable. Ils pensent que dans le cadre d'une telle rupture, ils peuvent organiser un courant important. Ils ne pensent toutefois pas que de ce courant puisse se dégager la possibilité d'une candidature et ils n'excluent pas, dans ce cas, d'appeler à voter pour Socorro Ramirez.

Entretemps, le comité est dénoncé de différents points de vue. Pour le Parti communiste notamment, il s'agit d'une initiative "confuse et démobilisatrice", impulsée par des secteurs libéraux opposés à Julio Cesar Turbay, le candidat officiel du parti libéral, et de ce fait favorable à l'abstention.

La C.S.T.C., la seule des 4 centrales syndicales colombiennes qui ne soit pas liée à un parti bourgeois a dénoncé l'initiative à peu près dans les mêmes termes; (voir sur ces deux prises de position les articles publiés dans "Voz Proletaria" ci-joint). Nous avons, lors de la discussion avec la direction du P.S.T.(T.B.), soulevé les problèmes suivants:

1) le caractère politiquement confus du texte de l'appel (voir copie ci-jointe). A aucun moment le texte ne pose clairement la nécessité d'un candidat représentant et défendant l'indépendance politique de la classe ouvrière. Cela est reconnu par la direction du P.S.T.(T.B.) elle-même, puisque dans sa mise au point elle précise:

-le candidat unique doit être un candidat unique des travailleurs.

-le comité doit être dirigé par les travailleurs, leurs organisations politiques et syndicales et non par des politiciens bourgeois prétendant se reconvertir en représentant politiques des travailleurs.

-la lutte "contre le système" doit signifier la lutte contre le système capitaliste...

Le P.S.T.(T.B.) a signé l'appel alors qu'aucun de ces points n'étaient clarifiés. A notre avis, la signature d'un tel appel est une erreur inadmissible pour des militants trotskystes. La déclaration dite de "clarification" du P.S.T.(T.B.) ne contrebalançant en aucun cas l'appel officiel, le seul connu largement en Colombie et sur la base duquel les signatures sont collectées.

2) les intérêts et les projets politiques contradictoires que recouvre la confusion politique du texte.

-projets des politiciens libéraux qui manifestent ainsi leur opposition à Turbay, le candidat officiel du libéralisme.

projets de secteurs regroupés autour du comité de rédaction de la revue "Alternativa" et visant à occuper le terrain laissé libre par l'effondrement du courant populiste représenté par l'ANAPO.

Il faut ^{donc} souligner que, derrière cette campagne de signature, se profilent des projets politiques globaux, étrangers à la classe ouvrière.

Il est inacceptable pour des trotskystes de participer à de tels projets politiques globaux avec des farces de ce type. Cela est très différent, puisque la comparaison a été faite, du mouvement anti-guerre aux Etats-Unis, un mouvement conjoncturel, autour

d'un thème spécifique, dans le cadre duquel il était tout à fait correct d'accepter la participation de figures bourgeoises dans les manifestations contre la guerre, sur les bases des revendications claires et spécifiques décidées par le mouvement anti-guerre lui-même. Mais, faut-il le rappeler, au moment des campagnes électorales, les Trotskyistes américains ont toujours refusé de participer à des projets électoraux globaux de secte bourgeois ou petits bourgeois impliqués dans le mouvement anti-guerre.

3) Les rapports de force réels au sein du comité d'organisation de la campagne "pour un candidat unique contre le système" qui font que les porte paroles réels de cette initiative sont "Alternativa" et les politiciens libéraux.

Ainsi, lors de la conférence de presse annonçant officiellement le lancement de la campagne de signature. Certes les dirigeants du P.S.T. étaient à la tribune, mais sont clairement apparus comme porte parole centraux de l'initiative deux figures du libéralisme, Gerardo Molina et Luis Carlos Perez. Leurs déclarations ont reflété clairement leurs projets et ont engagé l'ensemble du comité. Ainsi, lorsqu'ils disent (voir "El Espectador" du 17 Avril page 13 a)) que l'initiative vise à "faire apparaître un demi-million de Colombiens ou plus, qui veulent l'unité, la fin de la division et du sectarisme, de la dépendance absurde des groupes alignés internationalement, pro-soviétiques, pro-chinois ou pro-Quatrième Internationale".

Tout aussi significatif est l'éditorial de la revue "Alternativa" concluant l'appel aux signatures dans son éditorial par cette remarque selon laquelle en Colombie "la majorité des gens parlent en espagnol et non en marxiste". (voir Alternativa n°159 ci-joint)

Ces déclarations, rappelons-le, sont faites au nom du comité; et il est impossible au P.S.T.(T.B.), vu les rapports de force existant au sein du comité, de développer ses propres positions dans le cadre des déclarations faites au nom du comité.

4) La logique même de l'appel, moyen de pression pour obtenir le retrait des trois candidats de la gauche et en particulier de Socorro Ramirez, candidate trotskyste, et seule candidate clairement en faveur de l'indépendance politique de la classe ouvrière. Ce qui conduit objectivement le P.S.T.(T.B.) à faire campagne pour le retrait de la candidature trotskyste sur la base d'un appel confus, ne garantissant en aucune manière l'aspect essentiel de l'indépendance de ~~la~~ classe.

La réponse des camarades du P.S.T.(T.B.) à ces objections a été de réaffirmer que leur participation au comité avait le caractère d'une manœuvre, d'une "grande manœuvre", grâce à laquelle ils aller^{ont} renforcer leur organisation et que, indépendamment des prises de position de la majorité du comité, ils avaient publié dans "El Socialista"

leur mise au point réaffirmant que, pour eux, il était nécessaire qu'un éventuel candidat unique soit un candidat unique des travailleurs.

Nous réaffirmons quant à nous que la participation à cette initiative est une erreur politique grave et inadmissible, commise par les camarades.

Lors de la seconde réunion avec la direction du P.S.T.(T.B.) nous avons discuté de la division du P.S.T. et du trotskysme colombien.

Les camarades du P.S.T (T.B.) ont réaffirmé que, selon eux, la T.D.P. était responsable de la division du P.S.T. et de l'impossibilité, jusqu'alors, de surmonter cette division. Ils nous ont dit que, toujours selon eux, ils avaient accepté les recommandations du Secrétariat Unifié, alors que le P.S.T.(T.D.P.) les avait rejeté.

Après avoir débattu sur ces points sur les mêmes bases que lors du Secrétariat Unifié, nous avons abordé la situation actuelle et les moyens d'y remédier.

Dans ce cadre, les camarades nous ont informé sur leur congrès, tenu à Bogota les 31 Mars, 1er et 2 Avril

Bien que nous n'ayons pu disposer de chiffres précis, ils nous ont dit que le congrès avait regroupé un peu plus d'une centaine de participants parmi lesquels 60 délégués, élus chacun par 10 membres de l'organisation, et représentant au total quelques 550 militants.

Ce congrès a reflété, toujours selon les camarades, une croissance équivalant à un doublement de l'organisation, ainsi qu'une rapide prolétarianisation de celle-ci, et ce depuis l'expulsion des camarades aujourd'hui regroupés au sein du P.S.T (T.D.P), c'est à dire depuis fin-janvier, début-février.

Nous n'avons pu, malgré nos demandes, disposer d'aucun élément permettant de confirmer ou d'infirmer ces affirmations des camarades.

Nous devons noter toutefois que les observateurs de la L.C.R. et du P.S.T(T.D.P) présents au congrès contestent formellement la représentativité des 60 délégués élus, sur la base de 1 pour 10. En particulier en ce qui concerne la représentation des villes de province. Certaines villes où l'activité du P.S.T (T.B.) est inexistante selon ces camarades, étaient représentées par 4 ou 5 délégués ce qui laisserait supposer que le P.S.T.(T.B.) y compte entre 40 et 50 militants.

Bien que dans l'impossibilité de vérifier ces données, il nous est apparu étonnant que un congrès réuni à Bogota où se trouve la majorité des membres du P.S.T.(T.B.) ne regroupe pas plus d'une centaine de participants délégués et observateurs confondus.

Le congrès a ratifié les prises de position du P.S.T.(T.B.) durant la campagne électorale et a adopté une résolution concernant les camarades aujourd'hui organisés au sein du

P.S.T.(T.D.P.).(Voir résolution "Sobre la situacion interna del P.S.T"ci-jointe)

A ce propos nous avons manifesté clairement notre point de vue selon lequel l'accord du P.S.T.(T.B.) pour lever les sanctions prises à l'encontre des camarades de la T.D.P. représentait un pas en avant positif et ouvrait la porte à des discussions pouvant, comme il faut l'espérer, mener à la réunification du P.S.T.

Au delà des positions de la direction du P.S.T.(T.B.) déjà connues du Secrétariat Unifié (Mémemorandum, rapport de Camillo Gonzalez), la discussion a permis de préciser plusieurs points, en relation avec la nouvelle situation existant en Colombie.

1) Les camarades ont reconnu que le congrès du P.S.T. (T.D.P.) signifiait un développement et une plus grande cohésion de ce secteur. Pour eux, toutefois, cette croissance et cette cohésion politique ne peuvent qu'être conjoncturelles étant donné la "nature petite bourgeoise" des camarades du P.S.T.(T.D.P.) et en particulier de leur direction.

2) Les camarades ont reconnu que le récent comité central de la L.C.R. (des 7 et 8 mars) et le congrès du P.S.T.(T.D.P.) avaient établi une large base d'accord entre les deux secteurs permettant le processus d'unification engagé. Ces accords signifient cependant que des divergences croissantes existent entre P.S.T.(T.B.) d'une part et L.C.R. et P.S.T.(T.D.P.) de l'autre. ^{Toujours selon} _{et L.C.R.} la direction du P.S.T. (T.B.), bien qu'une unification P.S.T.(T.D.P.) signifierait la rupture définitive du P.S.T., la base d'accord politique entre P.S.T. (T.D.P.) et L.C.R. permet de considérer que leur unification ne serait pas une simple manoeuvre ~~fractionnelle~~ fractionnelle contre le P.S.T.(T.B.) mais ~~est~~ le produit d'un processus politique réel basé sur un accord politique important.

3) Ces divergences croissantes, produit de la pratique séparée du P.S.T. (T.D.P.) obligent à considérer la réunification entre P.S.T. (T.B.) et P.S.T.(T.D.P.), sur le principe de laquelle les camarades ont manifesté leur accord, dans un autre cadre, qu'au moment de la rupture de Janvier. La situation actuelle est celle de l'existence de fait de deux fractions publiques du P.S.T.. Certes, les camarades de la Fraction P.S.T.(T.B.) revendiquent la continuité organisationnelle et la légitimité politique du P.S.T. d'avant la rupture. Mais cette situation nouvelle implique un cadre nouveau pour mener à bien un processus de réunification. Les sanctions contre les camarades du P.S.T.(T.D.P.) étant formellement levées un processus de discussion politique, notamment sur les points de divergence nouveaux, est nécessaire. Si ces discussions et les expériences au niveau de l'action conduisent à des convergences ou à une compatibilité, elles devront mener à un congrès d'unification, organisé démocratiquement, selon des règles communément établies et admises.

Au cours de la discussion, les camarades ont semblé être d'accord sur le fait qu'un

tel processus ne devait pas être considéré comme contradictoire avec celui en cours entre le P.S.T.(T.D.P.) et la L.C.R., et sur le fait que ce processus de discussions devrait inclure un débat sur le centralisme démocratique et les normes d'organisation du parti impliquées par le centralisme démocratique.

L'ensemble de ces points d'accord nous sont apparus comme étant une base réaliste et positive pour avancer vers l'unification, en accord avec les résolutions du Secrétariat Unifié. La commission dite "tripartite" étant le lieu et l'instrument pour concrétiser et mettre en pratique ces accords, qui allaient parfaitement dans le sens des prises de position de la L.C.R. et du P.S.T.(T.D.P.) rapportées plus haut.

Au lendemain de ces réunions, le vendredi 20 Avril, était convoqué une réunion de la commission dite "tripartite" pour, avec la participation des délégués du Secrétariat Unifié, concrétiser ces bases d'accord.

Cette réunion a été brutalement interrompue par le représentant du P.S.T (T.B.), Julio Rojas, qui a demandé, comme préalable à toute discussion, la condamnation de Umberto Valverde, Jorge Posada et de la direction du P.S.T (T.D.P.) pour la responsabilité qu'ils auraient, à partir d'une "campagne chauviniste et de délation" qu'ils auraient développé contre les exilés argentins en Colombie, dans l'arrestation survenue la veille de 4 camarades étrangers militants du P.S.T(T.B.)

Notre première réponse a été de suggérer l'organisation d'une campagne internationale de solidarité en faveur des camarades emprisonnés, et plus généralement en faveur des exilés politiques en Colombie. Tandis que les camarades du P.S.T.(T.B.P) et de la L.C.R. proposaient une campagne de solidarité, la plus large possible, en Colombie même. Le camarade du P.S.T. (T.B.) avait oublié de mentionner la possibilité et la nécessité d'une telle campagne; mais, heureusement, un peu plus tard, ils ont repris notre proposition.

Quant à la demande que nous dénoncions Valverde, Posada et la direction du P.S.T. (T.D.P.) comme responsables des arrestations, nous avons refusé de la discuter, alors même que les charges retenues par la police contre les 4 camarades étrangers nous étaient et nous sont toujours inconnues. Le camarade Julio Rojas a alors quitté la réunion sans qu'aucun des points à l'ordre du jour ait été abordé.

Un échange de lettres a eu lieu ensuite (voir copies jointes) dans lesquelles la direction du P.S.T.(T.B.) a manifesté qu'elle refusait de se réunir avec les délégués du Secrétariat Unifié, tant que nous n'accepterions pas les accusations portées par le P.S.T.(T.B.).

Dans ces conditions, c'est indirectement, et de façon tout à fait fortuite, que nous avons appris, quatre jours plus tard la libération des camarades interpellés, alors qu nous avions entamé les démarches pour qu'une campagne internationale soit menée

en défense des camarades, et alors que le P.S.T.(T.B.) avait adressé une lettre aux représentants de la L.C.R. et de P.S.T.(T.D.P.) à la tripartite, lettre dont la copie a été envoyée à toutes les sections de l'Internationale et dans laquelle il apparaît clairement que la direction du P.S.T.(T.B.) s'apprêtait à lancer une campagne "mondiale" autour des accusations contre U.Valverde, J.Pesada, la direction du P.S.T.(T.D.P.) et le Secrétariat Unifié.

Dans ces conditions, et dans la mesure où nous avons quitté la Colombie peu après, il nous est impossible d'émettre un jugement sur les possibilités réelles et la volonté réelle de la direction du P.S.T.(T.B.)- de mettre en pratique, à court terme, les accords auxquels les discussions avec le Secrétariat du P.S.T.(T.B.) semblaient avoir conduit.

Gallois.
Riel.